



Arrêté préfectoral n°257-DDPP-23

portant prescriptions complémentaires : Ajout d'une seconde chaudière pour la production de vapeur

Le Préfet de la Loire

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 8 du livre 1 ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-005 du 6 février 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 réglementant les activités de la société ISONAT sur le territoire de la commune de Mably (42 300), ZI de Bonvert, rue Barthélémy Thimonnier,
Vu la demande de modification d'activité présentée le 13 mai 2023 par la société ISONAT, en vue d'augmenter la puissance autorisée au titre de la rubrique 2910 par ajout d'une seconde chaudière pour la production de vapeur,
Vu le dossier déposé le 13 mai 2023 à l'appui de sa demande, et complété le 15 juin 2023 à la demande de l'inspection des installations classées ;
Vu le rapport du 16 juin 2023 de l'Inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 juin 2023 ;
Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, cette modification n'est pas substantielle dans la mesure où l'activité concernée, soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 ne franchit pas le seuil de l'enregistrement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande, permettent de limiter les inconvénients et dangers, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRETE

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

La société ISONAT, qui exploite une installation de fabrication de panneaux d'isolation en fibres de bois sur le territoire de la commune de Mably (42 300), ZI de Bonvert, rue Barthélémy Thimonnier est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à étendre ses activités à la même adresse selon les installations et prescriptions détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3610	c	A	Fabrication, dans des installations industrielles, de panneaux à base de bois suivants : panneaux de particules orientées, panneaux d'aggloméré ou panneaux de fibre	Fabrication de panneaux rigides et flexibles en fibres de bois	Capacité de production	600 m ³ /j	3 590 m ³ /j
2260	2	DC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.	Déchiquetage de plaquettes de bois	Puissance installée	500 kW	4600 kW

2410	A	NC	Ateliers ou l'on travaille le bois ou des matériaux combustibles analogues : Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610	Fabrication de panneaux rigides et flexibles en fibres de bois	Capacité de production	600 m ³ /j	3590 m ³ /j
1530	3	D	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public	Stockages de "produits finis"	Volume susceptible d'être stocké	supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	14 800 m ³
1532	3	D	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse	Stockages de plaquettes de bois et billons	Volume susceptible d'être stocké	supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	15 000 m ³
2910	A2	DC	Installation de combustion	Chaudière au gaz naturel	Puissance thermique maximale	Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	11,14 MW

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale du site est la rubrique 3610.c relative à fabrication, dans des installations industrielles, de panneaux à base de bois et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF WBP « Fabrication de panneaux à base de bois ».

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Le site n'est pas soumis à la Directive SEVESO, ni par dépassement direct d'un seuil ni par application de la règle de cumul.

Les installations citées au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, les parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Mably	N° 000 AE 119 et 90 (en partie)	ZI de Bonvert

La surface imperméabilisée sur site représente 26 500 m² soit 5 500 m² de bâtiments et 21 000 m² de surfaces bitumées..

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le porté à connaissance déposé et complété par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'exploitation de la nouvelle chaudière gaz visée par le présent arrêté cesse à la mise en service de la nouvelle chaudière projetée par l'exploitant dès lors qu'il disposera de l'autorisation correspondante.

CHAPITRE 1.5. MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions

matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. Notamment, l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif devra considérer l'état du site d'implantation de l'installation tel que repris dans le rapport de base joint au dossier d'autorisation de mars 2016 et dans l'étude de sols produite au dossier et datant de mars 2022, pour comparaison avec l'état de pollution du sol et des eaux souterraines lors de la mise à l'arrêt définitif.

CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1. Dispositions applicables

La nouvelle chaudière est installée et exploitée conformément aux plan et notice technique fournis à l'appui du porté à connaissance établi par l'exploitant.

Son installation et son exploitation respectent, en toutes circonstances, les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910.

Article 1.6.2. Prescriptions particulières

L'exploitant :

- justifie avant le 31 août 2023 de la hauteur réglementaire de l'émissaire assurant le rejet à l'atmosphère des gaz issus du fonctionnement de la nouvelle chaudière

- procède avant le 31 décembre 2023 à l'analyse des rejets atmosphériques de ses installations, dont la nouvelle chaudière
- transmet à l'inspection avant le 31 janvier 2024 les résultats d'analyses correspondants, assorti de ses commentaires et des actions correctives mises en œuvre en cas de dépassement des valeurs limites d'émission à l'atmosphère

L'équipement est conforme à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 en termes de sécurité et dispose d'une chaîne de détection/analyse/action composée :

- d'un détecteur de pression de gaz dans la canalisation redondant et
- d'un détecteur d'ambiance dans le local redondant asservissant une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive en amont de la chaufferie.

Une vanne manuelle complète le dispositif au niveau de l'entrée de la chaufferie et au niveau du brûleur de la chaudière.

TITRE 2 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET VOIES DE RECOURS

Article 2.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2. Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mably et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mably pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 2.3. Délais et voies de recours (art. L.514-6 du code de l'environnement)

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

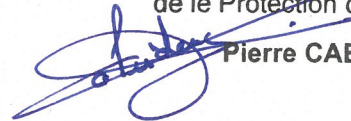
Article 2.4 : Exécution

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des

installations classées et le maire de Mably sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Étienne, le 18/07/2023
Pour le Préfet et par délégation

Pour le Préfet
et par subdélégation
Le Directeur Départemental adjoint
de la Protection des Populations



Pierre CABRIDENC

copie adressée à :

- Société ISONAT
Rue Barthélémy Thimonnier
42300 Mably
- Sous-Préfecture de Roanne
- Mairie de Mably
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives

